-Arrêt civil-

Audience publique du vingt-deux octobre deux mille neuf

Numéro 34662 du rôle

Composition:

Georges SANTER, président de chambre,
Etienne SCHMIT, premier conseiller,
Eliane EICHER, premier conseiller,
Antoinette PASCUCCI, greffier.

Entre:

la société anonyme A,

appelante aux termes d'un acte de l'huissier de justice Jean-Claude STEFFEN d'Esch-Alzette du 23 février 2009,

comparant par Maître Gérard SCHANK, avocat à la Cour,
demeurant à Luxembourg,

et:

la société à responsabilité limitée B,

intimée aux fins du prédit acte STEFFEN,

comparant par Maître Laurent MOSAR, avocat à la Cour, demeurant
à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

1. Les indications de procédure

Par jugement du 12 novembre 2008, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg a condamné la société MENUISERIE HOFFMANN SA à payer à la société B le montant de 22.465,74- euros.

Le tribunal a également chargé un expert de la mission de :

« - déterminer si les travaux réalisés par la partie demanderesse, mis en compte sur la facture n° 2060442 du 19 juin 2006 comportent des suppléments, de vérifier les heures de travail mis en compte en distinguant le cas échéant entre travaux de base et les travaux supplémentaires et de vérifier si le prix mis en compte par la demanderesse correspond à un prix normal pratiqué sur le marché pour des travaux équivalents,

- déterminer si le prix facturé sur la facture n° 2060445 combiné avec le prix payé directement par les époux Ferraris, correspond à une rémunération normale des prestations fournies par la demanderesse ».

Le tribunal a déclaré non fondée la demande reconventionnelle en paiement de la société B.

Le 15 janvier 2009, la société B a fait signifier le jugement à la société MENUISERIE HOFFMANN SA à Hobscheid, 2A, rue du Cimetière. L'acte a été remis à M. Marcel HOFFMANN, associé.

Le 23 février 2009, la société MENUISERIE HOFFMANN SA, établie à L-8374 Hobscheid, 2A, rue du Cimetière, a fait signifier à la société B un acte d'appel contre ce jugement.

Dans ses conclusions du 7 mai 2009, la société B demande à la Cour de statuer par arrêt séparé sur la nullité ou la recevabilité de l'acte d'appel.

Le 15 juillet 2009, l'instruction a été clôturée, étant donné que l'affaire était en état d'être jugée sur la recevabilité de l'appel.

2. Les moyens de nullité opposés par la société B

Par conclusions du 7 mai 2009, la société B demande à ce que l'acte d'appel soit déclaré nul ou irrecevable. Elle relève que, le 30 décembre 2008, la société MENUISERIE HOFFMANN a changé sa dénomination en A, et a fixé le siège à L-8374 Hobscheid, 7C, Rue de l'Eglise.

L'acte d'appel n'indique donc ni la nouvelle dénomination de la société appelante ni le siège social exact.

La société B considère que cette omission d'indiquer la nouvelle dénomination « *est intentionnelle dans le but d'introduire une confusion entre les sociétés MENUISERIE HOFFMANN et A* »

La société B soutient également qu'elle aura des difficultés pour exécuter la condamnation prononcée en première instance, en cas de confirmation, « *dans la mesure où il y a changement de dénomination et changement d'adresse.* »

Elle estime que l'indication inexacte du siège dans l'acte d'appel entraîne la nullité de l'acte d'appel, aucune énonciation de l'acte ne permettant de la rectifier.

3. La réponse de la société A

Dans ses conclusions du 15 juillet 2009, la société A note qu'elle a conservé son numéro d'inscription au registre du commerce. La société appelante peut donc être identifiée. Elle conteste avoir agi de manière malveillante et soutient que la société B n'a pas subi de grief du fait de l'indication inexacte de la dénomination et du siège social. Par voie de conséquence, les moyens de nullité ne sont pas justifiés.

4. L'appréciation du moyen

Le 30 décembre 2008, l'assemblée générale de la société MENUISERIE HOFFMANN SA a décidé de changer la dénomination sociale en A SA, et de fixer l'adresse du siège social à L-8374 Hobscheid, 7C, rue de l'Eglise.

Néanmoins, l'acte d'appel du 23 février 2009 indique qu'il est formé par la société MENUISERIE HOFFMANN SA, établie à L-8374 Hobscheid, 2A, rue du Cimetière. L'acte d'appel indique donc une dénomination inexacte et une adresse du siège social fautive.

Au vu de l'extrait du registre du commerce du 12 février 2009, la dénomination A, adoptée par l'assemblée générale du 30 décembre 2008, et la nouvelle adresse du siège social sont inscrites au registre du commerce de la société, sous le numéro B 62 678, indiqué dans l'acte d'appel.

Même si la société appelante a omis d'indiquer le siège social exact dans l'acte d'appel, elle n'a pas dissimulé son siège social. Une vérification auprès du registre du commerce permet de connaître l'adresse exacte.

Il n'est dès lors pas établi que l'omission d'indiquer le nouveau siège social dans l'acte d'appel a causé un grief à la société B.

Contrairement à ce que soutient la société B, l'omission d'indiquer le nouveau nom dans l'acte d'appel ne permet pas de faire naître « *une confusion entre les sociétés MENUISERIE HOFFMANN et A* » La société est inscrite au registre du commerce sous le numéro d'immatriculation indiqué dans l'acte d'appel, et la vérification au registre permet de connaître le nouveau nom. Un grief causé par l'indication fautive de la dénomination n'est donc pas établi.

Etant donné qu'il n'est pas prouvé que l'indication inexacte de la dénomination de la société A et de l'adresse de son siège social a causé un grief à la société B, les moyens de nullité de forme tirés de la violation de l'obligation d'indiquer la dénomination et l'adresse du siège social dans l'acte d'appel ne sont pas fondés.

PAR CES MOTIFS :

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière commerciale, statuant contradictoirement, et sur le rapport du magistrat de la mise en état,

rejette les moyens de nullité opposés par la société B,

réserve les dépens.